



L'avenir des chrétiens en Syrie

Bruxelles, le 8 septembre 2026

Le 8 septembre 2026, une conférence de haut niveau s'est tenue au Parlement européen à Bruxelles pour aborder la situation critique et l'avenir des communautés chrétiennes en Syrie. Deux figures majeures de la diplomatie internationale ont ouvert l'événement : S.E. Mairead McGuinness, Envoyée spéciale de l'UE pour la promotion de la liberté de religion, et l'honorable Nadine Maenza, co-présidente de la Table ronde sur la liberté religieuse internationale - IRF. Réunissant d'éminents chefs religieux et représentants politiques, l'ensemble des panélistes est parvenu à un large consensus sur les étapes nécessaires vers une Syrie inclusive et démocratique.

Les différents intervenants ont fait part d'une préoccupation partagée concernant l'avenir des chrétiens et d'autres communautés historiquement enracinées en Syrie. Tous les panélistes ont souligné que la sécurité à long terme ne peut être atteinte par une simple protection temporaire ou une représentation symbolique. Cette sécurité passe par une citoyenneté égale, une participation politique significative et des droits garantis par la constitution et la loi.

Les communautés chrétiennes continuent de faire face à l'émigration, à l'insécurité et à un déclin de leur participation à la vie politique et institutionnelle. Des préoccupations similaires touchent d'autres communautés religieuses et ethniques à travers la Syrie. Les panélistes ont souligné à l'unanimité l'importance de préserver la diversité religieuse, culturelle, ethnique et linguistique de la Syrie en tant qu'élément essentiel de l'avenir du pays.

La liberté religieuse doit aller au-delà de la simple protection des lieux de culte. Tous les intervenants ont convenu qu'elle doit inclure la sécurité, la liberté de croyance, la protection des biens et du patrimoine, l'égalité d'accès à la vie publique et la possibilité pour tous les Syriens de participer à l'élaboration de l'avenir politique du pays. Il est également nécessaire de demander des comptes pour les violences commises afin de restaurer la confiance et de renforcer l'État de droit.

Les discussions ont souligné la nécessité d'une constitution et d'un système politique garantissant l'égalité devant la loi, l'indépendance de la justice, la non-discrimination et une participation significative aux institutions publiques. La représentation doit être authentique et inclusive plutôt que symbolique.

Se tournant vers l'avenir, tous les panélistes ont insisté sur l'importance du dialogue et de la coopération avec tous les acteurs concernés, y compris le gouvernement de transition, les représentants politiques et communautaires, la société civile, les chefs religieux et les partenaires internationaux. L'objectif doit être d'identifier des terrains d'entente et de soutenir une transition

politique inclusive dans laquelle toutes les communautés peuvent contribuer à la reconstruction du pays.

L'Union européenne et d'autres partenaires internationaux peuvent jouer un rôle important en encourageant un dialogue inclusif, en soutenant des institutions transparentes et responsables, et en veillant à ce que les voix des Syriens de différentes communautés soient entendues dans les décisions concernant l'avenir du pays.

L'objectif final doit être une Syrie pluraliste, démocratique et stable, fondée sur l'égalité des citoyens, la participation et le partenariat — un pays dans lequel tous les Syriens peuvent rester, contribuer et construire leur avenir ensemble.

Panel 1 : Liberté religieuse, modéré par Thibault van den Bossche, ECLJ :

- Johannes de Jong, Sallux
- Monseigneur Georges Masri, Archevêque métropolitain grec-melkite d'Alep
- Monseigneur Georges Assadourian, Évêque catholique arménien de Damas
- Père Vasilios Khamis, Église orthodoxe grecque d'Antioche

Panel 2 : Représentation politique, modéré par Metin Rhawi, ESU :

- Sanharib Barsom, Parti de l'Union Syriaque
- Waddah Al Khoury, Conseil National Levantin
- Petrus Homi, Parti Démocratique Assyrien
- Sarah Aphram, Croix Syriaque Belgique

Comité des co-organisateurs :

- Mme Ruth Daskalopoulou, Coordinatrice, Directrice des relations internationales et envoyée spéciale pour le dialogue interreligieux, RIC srl
- M. Metin Rhawi, Responsable des affaires étrangères, Union Syriaque Européenne (ESU)
- M. Thibault van den Bossche, Chargé du plaidoyer pour la liberté religieuse, Centre européen pour le droit et la justice (ECLJ)
- M. Johannes de Jong, Directeur de Sallux
- Mme Sarah Aphram, Responsable de la Croix Syriaque Belgique
- M. Peter Bronsveld, Directeur de Jubilee Campaign

Avertissement : Depuis 2011, les activités de Sallux sont soutenues financièrement par le Parlement européen. La responsabilité de toute communication ou publication par Sallux, sous quelque forme et sur quelque support que ce soit, incombe à Sallux. Le Parlement européen n'est pas responsable de l'usage qui pourrait être fait des informations qui y sont contenues.